

Présidentielle en RDC, qui sera sur la ligne de départ ?

La Libre Afrique, 11 septembre 2023 Les candidats à la succession de Tshisekedi ont un mois pour déposer leur dossier. Le 20 décembre prochain, les électeurs congolais devront signer leur nouveau président de la République le calendrier proposé par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est respecté.

Depuis vendredi dernier, les candidats à la présidentielle peuvent déposer leur dossier. Ils ont jusqu'au 8 octobre pour faire. Leurs candidatures seront ensuite étudiées pour une éventuelle validation. On devrait connaître à la mi-novembre les noms des candidats pour ce scrutin qui depuis l'instauration de la présidentielle en 2006 a systématiquement fait l'objet de contestations, de tensions et fait naître de grands doutes sur le nom réel du vainqueur annoncé. Peu de chances que ce processus échappe à cette «tradition» tant les choses semblent pipées par le pouvoir en place. L'ancien président Félix Tshisekedi, installé sur le «trône» du pays par la volonté de son prédécesseur Joseph Kabila, s'occupe de la volonté du peuple, qui avait massivement voté pour le candidat de la plateforme Lamuka Martin Fayulu, s'est bécoté une majorité parlementaire à grands coups de billets verts, a refaçonné la composition de la Cour constitutionnelle sans se soucier des prescrits légaux et a installé à la tête de la Ceni son favori, Denis Kadima Kazadi, sans le consensus nécessaire des institutions religieuses. Dans la foulée, de ces «petits arrangements», la Ceni a organisé un enregistrement chaotique des électeurs et a refusé l'audit international du fichier électoral. Autant d'actions qui poussent un diplomate à déclarer : «ce n'est cette année que la pire scrutin de l'histoire récente du pays». Dans ce contexte, certains ont déjà annoncé leur intention de ne pas participer à ce scrutin. Au moins tant que le fichier électoral ne sera pas revu, d'autres ont décidé de relever le gant et d'affronter Tshisekedi sur son terrain. «Surtout ne laissez pas seul ou uniquement face à des candidats qui ne peuvent pas contester la victoire», explique un des lieutenants de Moïse Katumbi. L'ancien gouverneur du Katanga, empêché de s'inscrire en 2018 à cause de cette fois d'être de reste, cette année, une troisième catégorie, celle des indépendants. Les certitudes de Félix Tshisekedi sera candidat à sa succession. La constitution autorise à se présenter pour un second mandat et il s'est constitué une clientèle politique à la fois plébiscitée et affirmée haut et clair sa détermination à remporter le scrutin. «Comme disait Omar Bongo, au Gabon, on n'organise pas un scrutin pour le perdre», explique, bravache, un des proches du président. Dans son premier cercle, la victoire ne fait aucun doute. Mais son bilan est inexistant ou, pire, désastreux. Le pays n'a jamais été aussi fragilisé, les tensions communautaires aussi importantes et l'insécurité aussi manifeste. «Partez deux fêtes publiques pour les célébrations des Jeux de la Francophonie, son mandat est une catastrophe», explique un membre d'un mouvement de société civile qui pointe, lui, «rien que ces derniers jours, le massacre de civils à Goma par des éléments de la Garde républicaine ; le meurtre d'un opposant à Kinshasa et l'arrestation, la veille de ce week-end, d'un journaliste tanzanien Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga est le vrai rival de Tshisekedi. Le seul. Il a structuré un parti sur l'ensemble du territoire national et sa popularité est demeurée importante malgré une attitude pas toujours très lisible à l'égard de Tshisekedi jusqu'à la veille de cette année civile. L'arrestation de son principal conseiller Salomon Kalonda, les tentatives de prendre le pouvoir de réduire le volume de ses affaires ou de faire pression sur ses partenaires en disent long sur les craintes qu'il suscite au sein de la majorité actuelle. Sans oublier les interrogations et le silence qui entourent l'assassinat de son porte-parole, Chérubin Okende en plein Kinshasa. Dely Sesanga. Député, président de parti Envol. Cet avocat est issu de la même région (le grand Kasaï) que Tshisekedi. Il démontre que cette province n'est pas unie derrière un seul candidat. Son sens de la phrase qui fait mouche en fait un vrai punchman. Mais l'homme part de loin et va peiner pour peser sur ce scrutin. Matata Ponyo. L'ancien Premier ministre de Kabila a été le premier à déposer sa candidature à l'ouverture des bureaux de la Ceni. Il faut dire qu'il a quelques ennuis avec la justice dans le dossier d'un complexe industriel en périphérie de Kinshasa qui a englouti des centaines de millions de dollars qui n'ont pas été perdus pour le monde. Même constat que pour Dely Sesanga, il va peiner à peser sur ce scrutin et la multiplication de candidats pourrait permettre une dispersion des voix qui bénéficierait au pouvoir dans un scrutin à un tour. Adolphe Muzito. Encore un ancien Premier ministre. Compagnon de Martin Fayulu pendant toute la période post-électorale 2018, le candidat du grand Bandundu annonce depuis de longs mois sa candidature. Mais l'homme qui semble capable de voguer sur une rivale autre, apparaît comme un poids plume désireux d'exister sur la scène politique congolaise. Plus que les autres candidats présentés ci-dessus, l'homme apparaît comme un candidat qui permet de justifier un éventuel départiller des voix. Ils n'en seront pas Joseph Kabila, à la tête du pays pendant 17 ans, a annoncé que sa famille politique «ne participerait à cette farce», selon l'expression de l'un de ses conseillers. Le refus par la Ceni d'un audit du fichier indépendant a été le coup de trop. L'homme passe toujours sur la scène politique du pays. «Honnêtement à la fin de son mandat apparaît comme un moindre mal pour nombre de Congolais usés par un mandat de Tshisekedi», constate un diplomate qui enchaîne. «Mais il demeure incontournable sur la scène régionale et mondiale. Son retour est impossible mais il peut peser sur ce scrutin». Kabila avait annoncé à la fin du printemps qu'il allait s'exprimer. Jusqu'ici, le verbe rare se fait toujours attendre. Ses proches assurent que c'est «imminent». Martin Fayulu, le candidat qui s'est vu voler la victoire en 2018, alors qu'il portait par un front politique puissant, se positionne sur la même ligne que Kabila. Mais ces derniers jours, les rumeurs se font pressantes sur une candidature de dernière minute. Sa garde rapprochée dément. L'homme du grand Bandundu reste populaire dans sa province et à Kinshasa mais a perdu tous les moteurs qui l'ont porté en 2018. Mais il demeure un des rares politiciens qui peut se faire entendre dans tout le pays. Il se fait attendre Denis Mukwege. Le Prix Nobel de la Paix 2018. Ira, ira pas ? Ses plus fervents soutiens «qui se trouvent surtout à l'étranger» le poussent à se lancer dans l'aventure. Mais l'homme est sans parti, sans expérience, risque gros en se lançant dans cette aventure politique. «Beaucoup de ses soutiens financiers dont il a besoin pour son hôpital de Panzi n'accompagneront pas un homme politique», assène un bon connaisseur du dossier. L'homme a des envies, des idées, des soutiens mais aussi des détracteurs. Son aura peut être un élément essentiel pour un Congo nouveau mais elle risque de s'effriter dans le marigot politique congolais. Hubert Leclercq